



10 octobre,

aux Finances : Mobilisation générale

avec la Fonction publique

Pour le service public et une société Solidaire !

La fonction publique, c'est le service public - les services publics, et leurs agents dont le statut est d'abord une garantie de neutralité pour les administré-e-s, citoyen-ne-s et usager-e-s.

Le 10 octobre sera donc l'occasion pour les fonctionnaires mais également les citoyen-ne-s et administré-e-s de manifester leur attachement à ces services publics en défendant les conditions de leur exercice et la condition des agents qui, par leur conscience du service public, tentent contre vents et marées libérales de les faire survivre vaille que vaille.

Les services publics sont partie intégrante du modèle de l'État social hérité du Conseil National de la Résistance, au même titre que le Code du Travail et la protection sociale. Propriété collective au bénéfice de l'intérêt général, ils sont le seul patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas.

L'extrémisme pro-capital du nouveau quinquennat avec la volonté de pousser à leur terme les attaques des précédents, l'heure de la mobilisation générale a sonné sous peine de mort clinique du service public et de disparition de ce qui fait la spécificité de la Fonction Publique en France et justifie le statut, l'activité et les emplois de fonctionnaires.

Pourquoi ?

Parce que toutes les raisons sont réunies !

Pour toute la Fonction Publique



FONCTION PUBLIQUE

► **120.000 suppressions d'emplois** d'ores et déjà annoncées – 50.000 dans la Fonction Publique d'État et 70.000 réclamées aux collectivités locales sous la menace de réduire encore la dotation globale de fonctionnement, c'est autant de missions et de services rendus à la collectivité qui ne seront plus remplis ou confiés au secteur privé lucratif avec toutes les conséquences qu'on imagine dans une société de précarité ; c'est autant d'emplois en moins pour les chômeurs-ses ;

► **amputation** d'ores et déjà **des dépenses de fonctionnement et d'investissement** de 4,5 milliards d'euros sur le budget de l'État, hors contribution de la Sécurité sociale et des collectivités locales ;

► **« droit à l'erreur »** face à l'administration, pierre angulaire de la nouvelle « Fonction Publique » au rabais d'Emmanuel Macron, qui va délégitimer encore plus les missions de contrôle qui sont exercées au bénéfice de l'intérêt général.

Pour tous les fonctionnaires et agent-e-s publics pour lequel-le-s les potions du président des riches sont également amères, l'actuel occupant de l'Élysée stigmatisant et précarisant salarié-e-s du public et du privé :



► **cryogénéisation du point d'indice** après un gel de six ans entre 2010 et 2016 qui avait déjà vu décrocher le pouvoir d'achat des fonctionnaires de plus de 7% - un décrochage de plus de 18% depuis 2000 (et que la mesurette de F. Hollande en 2016 était très loin de compenser, d'autant qu'elle était déjà avalée alors par l'augmentation de la cotisation salariale pour pension) ; un point d'indice différencié selon le versant de la fonction publique d'appartenance et selon les collectivités et leurs moyens déjà mis à mal dans la fonction publique Territoriale ;

► **augmentation de la CSG de 1,7 point** que ne compensera pas une baisse de cotisations sociales chez les fonctionnaires (comme chez les retraité-e-s) et pour laquelle le gouvernement propose une nouvelle arnaque avec un dispositif très temporaire, dégressif à mesure des avancements, promotions et dispositifs PPCR en trompe l'œil, de maintien de la rémunération pour les seuls agents publics en poste avant le 1er janvier 2018. Autant dire un auto-financement de l'indemnité compensatoire par les agents publics eux-mêmes !



► Toujours dans une logique d'amplification des mesures d'austérité pour le plus grand nombre et de privilèges réservés à une minorité de rentiers, rentières du capital, **retour du jour de carence «sarkozyste» dans la Fonction Publique** ; instauration prévue à partir de 2018 par son héritier le gouvernement Philippe, jour non compensé par l'employeur public austéritaire alors qu'il est compensé dans 80 % des entreprises privées et que se dégradent gravement les conditions de travail dans le public ;

► **PPCR** (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations) : même opposée à PPCR, à ses maigres revalorisations essentiellement en trompe l'œil qui s'accompagnaient surtout d'interministérialité, de fusion des corps, de corps trans fonction publique favorisant la mobilité contrainte dans le cadre de la réforme territoriale et de la réduction des emplois publics, Solidaires, non signataire du fameux protocole, constate que les fonctionnaires subiront une double peine : gel du point d'indice déjà annoncé et non attribution ou attribution plus qu'incertaine de ces maigres revalorisations compte tenu des coupes budgétaires annoncées.

Pour les administrations de Bercy et leurs agent-e-s :

► **après une perte en dix ans d'un cinquième de ses effectifs, 1648 nouvelles suppressions d'emplois** au Projet de Loi de Finances 2018 qui seront synonymes pour Bercy d'une accélération du démantèlement de ses administrations et de leurs services et de la chute des taux de promotions que connaissent déjà ses agents ;

► pour « mon ministère » selon G. Darmanin, d'ores et déjà, « c'est 120 millions d'euros d'économies que nous allons nous imposer jusqu'à la fin de cette année » ;

► et puis ce macronien « new management public » « droit à l'erreur », pour les administrations bercyennes en particulier et leurs fonctions de contrôle, d'inspection et leur pouvoir de sanction des entreprises, cela signifie un changement radical de philosophie de la prétendue « action publique » (sic) puisqu'il s'agira d'« accompagner » sagement les entreprises. Tout se tient pour le gouvernement Macron/Philippe et G. Darmanin aux « Comptes publics » : ainsi il justifie **d'amputer encore les moyens pour la protection du consommateur, pour lutter contre la fraude des grandes multinationales et pour dénoncer les risques en matière industrielle et environnementale. Basta Bercy « au cœur de l'État » !**



Un récent rapport OXFAM, réseau de 17 organisations de solidarité internationale qui travaillent ensemble dans plus de 90 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté, aux injustices et aux inégalités, souligne qu'avec la réforme fiscale annoncée par E. Macron, dans

une société où 10% des Français-e-s les plus riches détiennent déjà plus de la moitié des richesses et où 21 milliardaires français possèdent autant que les 40 % les plus pauvres de la population, ces « 10% les plus riches bénéficieront d'une hausse de revenus au moins 18 fois plus importante que les 10% les plus pauvres ».

Et de préciser : « si l'on prend en compte l'impact des baisses de prestations sociales liées à ces baisses d'impôt [aides au logement, remboursement de frais de santé etc.], seuls les 10 % les plus riches verraient leurs revenus augmenter avec 1 193€ de gains annuels contre une baisse de 337€ pour les 10 % les plus pauvres ».

Non, ce n'est pas une fédération syndicale des Finances [ou un syndicat des Finances Publiques] mais toujours l'OXFAM qu'on ne pourra pas taxer à ce titre de parti pris intéressé qui écrit : « la politique fiscale constitue l'un des outils les plus efficaces à destination des États pour lutter contre l'accroissement des inégalités et la pauvreté tout en soutenant la croissance. En redistribuant plus équitablement les richesses et finançant les services publics, un régime fiscal progressif bien conçu peut ainsi largement contribuer à réduire l'écart entre riches et pauvres ».

On en est loin avec les orientations prises par le président des riches ! Et l'OXFAM de conclure : « les réformes fiscales annoncées par le gouvernement [...] privilégient le revenu des plus riches et des entreprises en multipliant les cadeaux fiscaux à leur égard. Le risque est alors double : creuser davantage le fossé qui sépare les plus riches des plus pauvres en France et se priver de ressources fiscales essentielles pour investir dans des services publics de qualité ». Alors même que « les entreprises sont également elles-mêmes les premières bénéficiaires d'infrastructures de qualité ou de main d'œuvre formée, financées par les impôts », sans compter les aides financières des fonds européens.

La bataille des services publics est une bataille centrale !

**Public/Privé,
le COMBAT est le MÊME !**

Celle menée par les fonctionnaires pour le maintien de conditions d'exercice dignes de leurs missions d'intérêt général et la reconnaissance de leur statut et de leur rôle au service de l'ensemble de la collectivité, pas seulement au bénéfice de la seule entreprise, celle qui doit permettre - au bénéfice de toutes et tous - de lutter contre les 80 milliards de fraude fiscale et contre les entreprises contrevenant à l'intérêt général quand elles nous polluent, nous font manger n'importe quel produit frelaté ou potentiellement toxique ou nous font courir le risque d'un accident industriel !

Comme pour l'abrogation de fait du Code du Travail ou le dépérissement programmé de la Protection sociale solidaire au profit d'intérêts privés, il s'agit avec les services et la Fonction publiques d'une question fondamentale de choix de société aujourd'hui radicalement remis en cause par les orientations d'un gouvernement cyniquement au service des plus riches et du MEDEF.

Le 10 octobre

finances
Solidaires

Soyons en GREVE

et dans les manifestations

Pour la promotion et le développement des services publics qui, avec le Code du Travail et la Protection sociale, constituent le triptyque de la société solidaire dont nous avons hérité des combats du Front Populaire et de la Résistance contre un grand patronat cynique, ces quelques un-e-s qui se moqueraient de celles et ceux qui « ne sont rien » !

Pour des administrations financières et économiques qui garantissent une redistribution de la richesse produite par tou-te-s pour tou-te-s, les moyens d'une lutte sans merci contre la fraude fiscale quel que soient revenus et patrimoines, un recouvrement public et neutre - sans intérêt autre que celui de l'intérêt général - pour les services publics, une garantie de sécurité alimentaire, industrielle et environnementale, une indépendance de la statistique publique qui éclaire le choix des citoyen-ne-s, une administration centrale au service de ces objectifs ambitieux !

Pour des fonctionnaires et notamment des fonctionnaires des administrations financières et économiques de Bercy dont l'engagement au service de la collectivité est pleinement reconnu en emplois, statut, salaire et promotions !

Pour Défendre

Une fonction Publique de Qualité

